LE RÉVEIL

SOCIALISTE - ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2. — Six mois, Fr. 1. —
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :

RUE DES SAVOISES, 6
(GENÈVE) SUISSE

UNION POSTALE UNIVERSELLE :

ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3. — Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

Salut aux Victimes⁽¹⁾

Camarades,

Le Groupe antimilitariste et le Groupe du Réveil anarchiste vous ont convié à ce meeting pour protester avec nous contre l'emploi des travailleurs appelés sous les armes pour combattre, paralyser leur action et vaincre les travailleurs demeurés esclaves du capital.

Ces deux groupes vous ont appelés aussi à examiner avec nous les derniers événements d'Italie, la grève générale déclarée au lendemain de ce congrès d'Amsterdam qui pensait en avoir enseveli l'idée sous le poids de la résolution concernant la mise-bas de l'outil, qui est en même temps, à n'en pas douter, une levée de bras contre le système capitaliste exploiteur.

Puis, à ce réveil du prolétariat d'Italie, nous verrons se souder bientôt la question des victimes politiques qui peuplent depuis 1898 et de plus loin encore les prisons et les bagnes de la péninsule. Une voix plus autorisée que la mienne vous initiera aux détails ignobles des persécutions, des fusillades, des assassinats commis par la gendarmerie, la police et l'armée sous le ministère libéral de monsieur Giolitti.

Partout la lutte présente le même aspect. Aussitôt que le travailleur réclame ses droits, encore bien mal définis, limités qu'ils sont par la tradition et par un long esclavage l'empêchant d'exiger tout son droit, c'est-à-dire la possession de cette terre qu'il cultive malgré la spoliation du propriétaire pour lequel il s'étendue maintenant, la possession des instruments de travail dont il fait usage et des matières premières qui lui sont nécessaires ; aussitôt qu'il réclame la plus légère augmentation de salaire, bientôt reprise par le patronat parjure ; aussitôt même qu'il proteste contre la mauvaise foi patronale, les gouvernements — quels qu'ils soient — l'étiquette ne fait rien à l'affaire, qu'il s'agisse du régime absolutiste du tsar ou de l'oligarchie bourgeoise que nous subissons, en passant par la monarchie constitutionnelle, — les gouvernements font appel à l'armée pour défendre les intérêts capitalistes avant même qu'ils soient menacés. C'est déjà une menace, il faut croire, que de revendiquer le pain noir du travail journalier, c'est déjà une menace que de surprendre la fourberie bourgeoise et de vouloir y mettre un terme.

Ecoutez le patronat s'élever contre les meneurs — c'est-à-dire contre ceux, plus clairvoyants, qui démasquent les brigandages capitalistes et montrent aux ouvriers trop crédules sous quels mensonges ils s'opèrent et aussitôt les plaintes qu'il élève sont entendues dans les sphères gouvernementales et la troupe — c'est-à-dire le travailleur, le prolétaire travesti en assassin, sera lancé contre ses frères de travail. La brutalité sera motif à récompense. Sous le coup des plus sévères punitions, il marchera, et si quelque velléité de révolte venait lui montrer l'action néfaste qu'il va accomplir contre ses pareils et contre lui-même, prolétaire demain, les lictteurs sauraient le punir de son indécision.

C'est aux victimes de cet ordre de choses néfaste que vont en ce moment nos sympathies. Nous saluons ceux qui sont tombés dans la lutte et nous exalterons l'exemple qu'ils nous ont donné en se resaisissant de ce sommeil, de cette veulerie qui nous étroit trop souvent et nous laisse sans forces pour lutter contre l'ennemi — notre maître — le maître que nous voulons combattre sous ses deux aspects : capitaliste et gouvernant. Nous saluons dans les prisons et dans les bagnes — tous les pays en possèdent — ceux qui ont levé l'étendard de la révolte, qui n'ont pas léché la main qui les frappait pour ne pas vouloir vivre que pour l'action légale, c'est-à-dire permise par les gouvernants et la classe qu'ils ont la mission de défendre. Paysans d'Andalousie, victimes des caciques, travailleurs de la terre d'Italie qui avez cru à la promesse d'un ministre et qui vous réveillez de votre rêve entre les murs étroits de vos cellules, nous vous saluons. Nous saluons aussi ceux qui souffrent par vous — victimes indirectes de l'ordre bourgeois que vous avez voulu combattre. Car la haine de vos bourreaux va chercher ses victimes au foyer familial, parmi ceux qui vous sont chers et pour lesquels vous aviez espéré une vie moins rude que la vôtre. Nous vous saluons, victimes du militarisme, qui avez refusé d'accomplir les stupides évolutions auxquelles vous conviait la féroce routine des états-majors. Vous avez compris que sous le

couvert d'un patriotisme, de jour en jour plus ridicule et plus menteur, vous avez compris que sous le manteau de la défense nationale, qui n'est autre chose que la défense de la propriété privée, à laquelle la loi vous défend de toucher, se cachait la honteuse, dégradante exploitation de celui qui n'a rien. Vous avez compris que le prolétariat équipé était appelé — sanglante ironie — à paralyser l'action économique du prolétariat en rupture d'établi ou de chantier. Vous voulez rester vous-mêmes et ne pas être dupes de la comédie infâme que font jouer aux enfants du peuple les ridicules traîneurs de sabre qui seront le risée générale lorsque les hommes auront pris quelque peu conscience d'eux-mêmes et n'auront plus les yeux bandés par la tradition. Nous vous saluons, vous qui avez donné le noble exemple dans le passé en ne voulant pas marcher contre vos frères en grève. Nous vous saluons, jeunes gens — les noms importent peu, l'acte est tout — qui, élargissant le cadre de cette protestation de l'individu, avez refusé de devenir soldats, c'est-à-dire une chose inerte, un homme sans cerveau, sans pensée, guidé par le cerveau et la pensée d'un autre dont les calculs intéressés sont ceux d'une classe entière qui cherche son salut dans votre abaissement. Vous avez été des hommes, et pour cette raison supérieure, pour cette raison hautement morale, vous avez été frappés, vous serez frappés encore.

Qu'importe ! Vous trouverez en vous-mêmes la satisfaction de votre acte par votre dignité conservée malgré toutes les faiblesses qui vous furent suggérées. Vous trouverez non pas des imitateurs serviles mais des cœurs reconnaissants de la nouvelle voie tracée, accomplissant à leur tour ce qui deviendra le devoir de tout travailleur conscient.

Camarades,

Le refus de servir — servir vient de servitude — a eu un effet très heureux auquel nous ne pensions pas. Il a créé au sein du socialisme une heureuse diversion à l'œuvre d'avachissement à laquelle nous conviaient tous ceux qui se sont fait des besoins d'émancipation du prolétariat un moyen malpropre de parvenir. L'œuvre des réfractaires fut mal vue par eux, dès le premier exemple donné, mais s'ils sont tus alors, c'est parce que le monde ouvrier manifestait sans arrière-pensée sa sympathie à ce mouvement spontané de protestation d'une poignée d'individus. Mais ils ont vu depuis que la logique des faits entraînerait bientôt les travailleurs à refuser tout concours à la classe bourgeoise, tout concours militaire s'entend, pour l'instant du moins, mais qui sait si plus tard, plus ouvert encore à la compréhension des faits, ils ne se refuseraient pas, catégoriquement, à la collaboration de classes qui découle indubitablement de l'action légale, de la participation à la politique qui n'est, après tout, que l'acceptation d'une responsabilité du pouvoir n'ayant pas même le bénéfice de la proportionnelle, mais sanctionnant tout ce qui se fait non seulement par le législateur mais encore par le pouvoir exécutif.

Et alors les arrivistes du socialisme, envisageant la brèche qui était faite à l'esprit légalitaire, pensent aujourd'hui à une réaction qui pourrait les entrainer fort loin, c'est-à-dire à réveiller le pire chauvinisme pour échapper à cette lumière de la simple logique à laquelle se sont rendues les dernières victimes de la caste militaire.

Les pasteurs, les procureurs-généraux, les officiers de police de tous grades, les fonctionnaires cantonaux et fédéraux, les secrétaires ouvriers et ceux qui aspirent à le devenir, tous ceux enfin qui composent les cadres du socialisme légalitaire se sont faits déjà les agents de cette réaction. Ils se montrent dans les journaux du parti plus réactionnaires encore que les radicaux du Bund et des autres organes du gouvernement. Le socialiste Wullschleger, conseiller d'Etat de Bâle, et porteur de plusieurs autres titres bien payés aux caisses de l'Etat, se prononce avec véhémence contre les protestations qui, un peu partout, se sont produites contre la levée des troupes en temps de grève. Ces gouvernants du socialisme, officiant dans un monde absolument bourgeois dans ses formes légales et dans ses restrictions, qui vole le travailleur et vit de son travail, nous montrent, aujourd'hui déjà, que leur règne venu par la majorité du peuple enfin conquise, ne changerait pas un iota à ce qui est. Ils se font les plats courtisans du régime bourgeois, ils sont dès maintenant réactionnaires fougues contre les individualités qui peu à peu s'émancipent et affirment leur volonté de ne pas s'en tenir à un simple changement de personnes mais de vouloir avec énergie, avec passion, la fin du régime capitaliste. Que seront-ils de-

main, ces gouvernants, sinon les ennemis acharnés de la pensée nouvelle, les prêtres fanatiques de la religion de l'Etat devant qui toute idée échappant au moule officiel sera condamnée comme au tribunal de l'Inquisition ?

Ceux-là adhéreront à l'Internationale des gouvernants, et l'on comprend aisément pourquoi ils ne protestèrent pas contre la convention de Rome et contre celle, plus récente, qui fut signée avec la Turquie, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche. Dans leur for intérieur, les gouvernants à la Wullschleger sont heureux de pareilles alliances et pour un tel but, car c'est une arme dirigée contre ceux qui prêchent aux masses l'action, toujours l'action contre le capital et contre le pouvoir, alors qu'ils rêvent d'un peuple soumis et obéissant sous la houlette qu'ils veulent nous faire prendre pour un fer de lance.

A leur Internationale de vendus et de mercenaires, nous opposons celle des travailleurs réunis, malgré les frontières, dans une même pensée de liberté, dans un même besoin d'émancipation. Déjà, partout les prolétaires éclairés se prononcent contre le militarisme, contre cet impôt du sang exigé par les spéculations du monde capitaliste. Des lois, toujours plus barbares, édifiées par toute la meute des législateurs sentant venir la malemparée, nous montrent d'une façon très sûre les progrès accomplis dans le monde ouvrier et la montée d'une mentalité nouvelle vers la liberté et l'affranchissement.

La fièvre de réaction qui brûle tous ceux qui veulent vivre de vos peines et de votre travail, les obstacles qu'ils dresseront contre notre œuvre d'émancipation exigeront de vous des sacrifices toujours plus grands. Sachez-le, rien ne se fait sans la volonté et le courage de vaincre. Tous les progrès sont à ce prix.

Camarades,

Saluons encore une fois ceux qui surent s'affranchir des préjugés et des contraintes et marchèrent résolument à la conquête de l'idéal entrevu. Que leur exemple éclaire notre route et nous fortifie dans la lutte et que le sacrifice de leur personne, accompli dans la simplicité qui ne recherche point la louange des historiens, soit aussi pour nous tous un noble enseignement. Que leur mémoire demeure dans le cœur de ceux qui luttent avec elle des innombrables victimes du capitalisme et des réactions gouvernementales toujours violentes contre ceux qui combattent pour la liberté et pour l'émancipation des travailleurs. Cette rédemption ne pourra se faire qu'au jour où les travailleurs seront enfin leurs maîtres et maîtres aussi des instruments de travail, c'est-à-dire au jour de l'expropriation du capitalisme, de la mise en valeur du patrimoine commun pour le bien de tous dans la plénitude de leur liberté.

Que ce jour vienne malgré vents et marées ; mais souvenons-nous, camarades, en songeant aux victimes de la bourgeoisie pour lesquelles ce meeting fut préparé, que notre émancipation ne peut-être que le fruit de nos efforts combinés. N'attendons rien des gouvernants, mais tout de nous-mêmes. Ainsi nous serons restés fidèles à la devise de l'Internationale : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Organisation Ouvrière et Anarchisme

III.

Nous avons vu que le principe d'organisation est essentiellement anarchique ; mais malheureusement les applications qui en ont été faites jusqu'à présent ne le sont pas. La politique a corrompu toute la vie sociale, à tel point que ceux-là mêmes qui se déclarent anti-politiciens n'ont que trop souvent recours aux méthodes électorales et parlementaires.

Sous ce rapport, le mouvement syndical français nous offre un exemple frappant. Les camarades anarchistes ou se disant tels ont marché à la conquête des pouvoirs syndicaux comme d'autres marchent à la conquête des pouvoirs publics. Grâce aux divisions des socialistes parlementaires et surtout aux déceptions laissées par les réformes légales, grâce aussi à un certain esprit révolutionnaire qui vit toujours au milieu du prolétariat français, ils ont réussi en grande partie. C'est ainsi qu'ils sont devenus les secrétaires de plusieurs Bourses de travail, de différentes Fédérations nationales et qu'ils ont la haute main, à Paris, dans la Confédération Générale du Travail. Il est hors de doute que leur œuvre a été au début utile : les forces syndicales ont considérablement augmenté, les grèves se sont succédées

avec une vigueur et des succès réjouissants, les travailleurs se sont éloignés toujours plus des politiciens ; mais tout cela n'a pas empêché que les nouveaux dirigeants soient déjà usés, comme ne tardent pas à l'être tous les dirigeants de n'importe quelle espèce. Nous ne voulons pas énumérer ici les fautes des uns ou des autres ; il nous suffit de constater que pour qu'il en fût autrement, ils auraient dû faire mentir les théories anarchiques, en ce qu'elles ont de plus vrai, à savoir que tout pouvoir corrompt et se corrompt.

Le syndicat a pour but de soustraire les ouvriers à toute direction externe, d'empêcher que le monde du travail soit toujours soumis à un gouvernement de non-travailleurs. Or, ceci n'est possible que si le syndicat est administré par ses propres membres continuant à exercer régulièrement leur profession ou leur métier. Il ne faut pas que la propagande puisse servir à des camarades pour lâcher l'outil et augmenter le soi-disant prolétariat intellectuel, autrement le syndicalisme devenant, comme le parlementarisme, un moyen d'arriver, engendrera les mêmes compétitions, les mêmes haines féroces et les mêmes divisions.

L'administration d'un syndicat est-elle vraiment si compliquée pour exiger des fonctionnaires spéciaux ? L'expérience nous autorise à répondre catégoriquement : non. La propagande non plus n'en a pas besoin et les différends syndicaux aussi bien que les Fédérations doivent se proposer non pas d'augmenter le nombre de leurs employés, comme nous le conseillent les Greulich et consorts, mais de s'en passer entièrement.

Les camarades que nous sortons de l'atelier et qui ne vivent plus de notre vie acquièrent une mentalité et des habitudes qui doivent bientôt nous les faire soupçonner à juste raison. La bourgeoisie ne se fait pas trop prier pour leur accorder des subventions, voire même des traitements, sachant bien que des fonctionnaires ne seront jamais des révolutionnaires. Un homme se rendant chaque matin à son bureau, que des domestiques ont préalablement nettoyé et arrangé, occupant, par le fait, une place de privilégié vis-à-vis de la foule lamentable des serfs du capital, n'a plus un intérêt identique à celui de ces derniers, et il glissera sur la pente des compromissions d'abord, des trahisons ensuite.

Nous devons tendre à supprimer toute distinction hiérarchique et autoritaire dans le domaine du travail. Lorsque nous cesserons de travailler pour le compte d'un capitaliste, la nouvelle organisation sociale ne devra rappeler en rien celle du patronat, avec ses trois subdivisions de direction, administration et exécution. Direction et administration ne formeront plus deux fonctions bien distinctes, mais réduites à leur minimum, elles seront exercées directement par le producteur lui-même.

La société à venir résultera d'un changement radical d'institutions, et dans toutes nos tentatives, nous devons toujours copier le moins possible ce qui existe, car tout emprunt fait à l'ordre actuel, surtout en matière d'organisation, ne peut servir le plus souvent qu'à faire œuvre de conservation.

Et il en a été précisément ainsi pour les associations ouvrières. Elles se sont modelées avec une désespérante fidélité sur les institutions politiques et économiques bourgeoises. Il n'est que trop vrai que nous sommes forcés dans une certaine mesure de nous adapter au milieu existant et que la différence entre la théorie et la pratique réside précisément dans le fait que celle-ci ne s'occupe que du point d'arrivée tandis que celle-ci doit aussi tenir compte du point de départ. Mais franchement, lorsqu'on voit des congrès ouvriers perdre deux journées entières pour la vérification des mandats, puis discuter surtout sur le mode de représentation, duquel dépend le succès des futures élections syndicales, pour bâcler à la hâte le reste, approuvant en bloc au dernier moment les vœux des différents groupements, n'avons-nous pas là l'image la plus ressemblante du plus bourgeois des parlements ?

Nous ne voulons pas parler du gaspillage d'argent que ces congrès entraînent le plus souvent ; mais nous demandons aux révolutionnaires français si leur triomphe parlementaire de Bourges est bien de nature à les satisfaire ? Il semble bien que plus que leurs idées, ils ont défendu les situations acquises, disons le mot, leurs places. Leur conduite implique en tout cas cet aveu, qu'ils se sentent impuissants à exercer leur influence dans le mouvement ouvrier, sans en être les dirigeants. Comme les politiciens font dépendre le salut de la France d'un ministre Combes, eux font dépendre l'avenir des syndicats de leur présence dans

(1) Discours lu par le camarade G. H. au meeting du 28 septembre, à la salle Handwerck.

les bureaux des Bourses, des Fédérations et de la Confédération, dont la plupart sont subventionnées par les municipalités et le gouvernement. Leur attitude n'étant pas franche, leurs actes ne peuvent l'être non plus.

Nous savons que nombre de camarades français ne sont plus d'accord avec la ligne de conduite suivie par les professionnels du syndicalisme, mais ils craignent en les reniant de provoquer un trop bruyant triomphe des politiciens du réformisme. Et il se trouvent à peu près dans la situation de ces bons électeurs qui, tout en reconnaissant que leur élu n'a pas fait son devoir, continuent à l'appuyer par discipline de parti pour empêcher la victoire des adversaires!

Oui, des adversaires, car après avoir proclamé que sur le terrain économique l'entente entre les travailleurs serait des plus faciles, voici qu'ils s'y trouvent plus divisés que jamais! Et cela précisément parce que l'organisation ouvrière n'a fait que reproduire l'organisation politique, avec ses subventions et ses places, cause des plus misérables convoitises. La propagande et l'action pour préparer la société égalitaire ne doivent pas servir tout d'abord à quelques camarades à se faire une situation à part, car toute possibilité de faire son intérêt particulier ne peut que retarder le triomphe de l'intérêt général, s'identifiant avec la justice.

L'exemple du syndicalisme français, n'est qu'une nouvelle preuve à l'appui de la doctrine et de la critique anarchiques, et nos idées appaîtront d'autant plus vraies que l'insuccès de ceux qui dans leurs actions ne s'y sont pas conformés aura été plus grand. L. B.

Pourquoi nous sommes anarchistes

V. Elections ou Révolution

Nous aurions peut-être dû intituler cet article : *Réformes ou Révolution*, car deux routes s'ouvrent devant nous, celle des réformes pacifiques et graduelles, des améliorations successives, des petits pas, du progrès lent et ordonné, fait avec le consentement et l'aide généreux de la bourgeoisie, et celle de la révolte. C'est précisément ici que les deux écoles, les deux partis (socialiste légalitaire et socialiste anarchiste) se divisent. Nous ne cessons jamais de le répéter, nous sommes anti-légalitaires et révolutionnaires.

Il ne faut pas croire, pourtant, que nous repoussons toute amélioration que l'ouvrier puisse obtenir. Vouloir le tout signifie vouloir aussi la partie, et nous qui luttons pour l'émancipation intégrale de l'ouvrier, nous saluons avec joie toute conquête, si petite soit-elle, dans la certitude que les ouvriers ne se déclareront pas satisfaits, mais exigeraient toujours davantage; une fois sur le chemin des revendications, ils iraient jusqu'au bout. C'est pour cela que lorsqu'une grève ou une agitation éclate parmi les ouvriers ou les paysans, nous ne nous en désintéressons pas ni ne cherchons à détourner les ouvriers de la lutte, comme le font trop souvent les *chefs*, les socialistes compris; mais nous tâchons au contraire d'étendre la grève ou l'agitation, afin de lui donner de la vigueur et de la force, un mouvement d'individus peu nombreux et faibles devant certainement échouer. L'unique espoir pour les ouvriers est dans l'union et le plus ou moins de décision déployée dans l'action.

Mais si au lieu d'une agitation ou d'une grève, il nous est proposé de participer aux élections, nous nous y opposons formellement, sachant très bien que dans les luttes électorales les ouvriers seront toujours joués ou trompés, car, d'abord, ils réunissent très rarement à envoyer des leurs au parlement, et, ensuite, par l'élection même de cinq, dix ou cent candidats ouvriers, nous ne faisons que les gêner ou les rendre impuissants. La majorité du Parlement fut-elle composée d'ouvriers, qu'elle ne saurait résoudre le problème du pain et du travail. Non seulement la Chambre haute, le pouvoir exécutif, les chefs de l'armée, de la magistrature et de la police s'opposeraient aux projets de loi de la Chambre des députés et se refuseraient à exécuter les lois faites pour les ouvriers (comme nous pouvons déjà le constater); mais toute loi paraît bien inutile. En effet, il n'y en a aucune qui puisse empêcher les patrons d'exploiter les ouvriers, imposer aux capitalistes de tenir les fabriques ouvertes et d'employer les travailleurs à des conditions données, obliger les commerçants à vendre à tel ou tel prix, et ainsi de suite. Actuellement le système commercial et industriel, est fait de telle sorte que tout dépend du capitaliste, et celui-ci a toutes espèces de ressources pour s'asseoir sur la loi et se moquer même du Parlement. Tout le monde sait que souvent l'ouvrier est obligé, pour ne pas mourir de faim, d'aider le capitaliste à violer la loi.

Supposons qu'un Parlement décide que le travail journalier de l'ouvrier doit être de dix, neuf ou huit heures. D'abord il ne saurait imposer une règle uniforme pour tous les travaux, ensuite, il lui est impossible d'envoyer un gendarme chez chaque ouvrier voir combien il travaille ou chez chaque patron voir combien et comment travaillent ses domestiques et ainsi de suite. La loi faite par le Parlement, le gouvernement ne se soucie guère de l'appliquer, ou ses inspecteurs s'entendent avec les capitalistes, et alors malheur à l'ouvrier qui dénonce les abus du patronat, d'autant plus que les magistrats se gardent bien de sévir. La loi n'est jamais qu'une tromperie pour les ouvriers. Supposons même que la loi soit appliquée et

que les capitalistes ne fassent plus travailler leurs ouvriers que huit heures par jour. Qui pourra les obliger à payer pour huit heures de travail le même salaire payé auparavant pour dix ou douze? Et en supposant même l'absurde, c'est-à-dire que la loi fixe aussi les salaires pour tous les travaux et pour tous les cas, qui pourrait empêcher, d'ailleurs, le capitaliste de changer la qualité des marchandises? Que de lois, d'inspecteurs et d'autres employés, que de procès et de condamnations ne faudrait-il pas pour régler toutes ces choses dans l'intérêt de l'ouvrier.

Les lois de ce genre ne seront jamais faites; aucun Parlement n'en voudra; aucun député, même socialiste, n'a jamais rêvé de les édicter. Il n'y a pas non plus de socialistes ou d'ouvriers s'imaginant de pouvoir envoyer à la Chambre une majorité de prolétaires. Les élections se font avec trois choses: l'argent, la tromperie et la force. Le gouvernement envoie aux urnes ses employés et ses policiers, les patrons leurs ouvriers; les politiciens forment des comités ou des partis, et au moyen de la presse et d'orateurs payés recommandent au peuple leurs créatures. Les électeurs doivent voter pour les candidats des partis. Les rivalités, les jalousies, les compétitions et les ambitions se produisent au milieu des ouvriers. Et c'est ainsi que les élections, au lieu de profiter, nuisent à la cause de l'ouvrier. Les camarades actifs et intelligents, une fois députés, deviennent des paresseux ou des renégats. Le peuple s'habitue à croire que son salut doit venir d'en haut, du gouvernement, du parlement et ne combat plus ces institutions qui nuisent à son développement et à son action.

Les députés socialistes en Allemagne sont une centaine presque; les députés ouvriers en Australie décident du résultat de chaque votation au Parlement; mais dans un pays comme dans l'autre rien d'important n'a été fait pour la classe ouvrière.

Nous en sommes toujours au même point. Celui qui possède est celui qui commande. La richesse donne le pouvoir et rend plus riche la classe qui le détient. Un Parlement ne s'occupe jamais sérieusement des pauvres, c'est-à-dire des travailleurs. Lors même qu'il ferait, par politique, quelques petites lois favorables aux ouvriers, le gouvernement donnerait des concessions, des adjudications, des emplois et des subsides aux capitalistes tout en leur fournissant des spéculations et des affaires de façon à doubler leurs richesses. Et tandis que les ouvriers croient avoir obtenu beaucoup moyennant une petite loi insignifiante, les capitalistes accroissent, par tous les moyens, leurs fortunes, changeant les millions en milliards et se moquant de la naïveté des exploités.

Les grèves mêmes ne peuvent changer le système économique actuel, basé sur l'esclavage et la misère des ouvriers. Les coopératives pour la plupart ne réussissent pas ou deviennent des petites spéculations ne différant guère de celles des capitalistes. D'autres réformes profitent à une classe d'ouvriers et nuisent à une autre. La révolution seule peut embrasser les intérêts de tous les ouvriers et les émanciper tous ensemble, en transformant complètement l'organisation sociale actuelle.

(A suivre.)

XAVIER MERLINO.

La Liberté et l'État

Je ne consentirai jamais à identifier la liberté avec des libertés politiques. Dans ce que vous appelez du nom de liberté, je ne vois que des libertés. Et ce que j'appelle lutte pour la liberté n'est que l'incessante et vivante conquête de l'idée de liberté. Celui pour qui la liberté cesse d'être un bien ardemment convoité s'en tient à une chose sans vie et sans âme: car la notion de liberté porte ceci en soi, qu'elle s'élargit constamment. Si donc quelqu'un pendant la lutte s'arrête en proclamant: « Je la tiens », il aura précisément prouvé qu'il l'a perdue.

Or, cette stérile possession de certaines libertés est la caractéristique des sociétés constituées en Etats, et c'est d'elle que j'ai dit qu'elle n'est pas une bonne chose. Assurément, ce peut être bon de posséder la liberté de suffrage, l'exemption d'impôts, etc. Mais pour qui est-ce un bien? Pour le citoyen, non pour l'individu. La raison ne nous dit pas qu'il soit indispensable à l'individu, d'être citoyen. Au contraire. L'Etat est une malédiction pour l'individu.

Par quel moyen l'Etat prussien a-t-il édifié sa force? En noyant les individus dans l'ordre de choses géographique et politique. Le meilleur soldat est le garçon d'hôtel.

Prenez d'autre part, la nation juive, élite de la race humaine. Comment a-t-elle conservé sa noblesse, ses particularités qui l'isolent, sa poésie, et cela en dépit de la barbarie du dehors? Tout simplement, parce qu'elle n'est pas organisée en Etat. Si elle était demeurée en Palestine, il y a longtemps qu'elle aurait eu le sort des peuples écrasés sous l'édifice social. Il faut abolir l'Etat! Cette révolution-là aura mon approbation! Combattre l'idée de l'Etat, représenter l'initiative individuelle et ce qui s'y rattache dans l'ordre psychique comme la condition essentielle à toute association, c'est le commencement d'une liberté qui vaut cher. En changeant les formes de gouvernement, on n'obtient que des différences de degré, un peu plus ou un peu moins, — rien qui vaille.

HEINRICK IBSEN.

(Lettre à Brandès, *Revue de Paris*, 1^{er} septembre).

CHRONIQUE GENEVOISE

On les salera. — Deux jeunes gens, les nommés B. et H. se sont refusés à répondre aux différents appels préliminaires qui aboutissent à l'incorporation militaire finale. Aussitôt grand émoi au département qui a mission d'abrutir nos jeunes gens. « On les salera! » Tel est le vœu et la réponse des fonctionnaires à cet acte d'indépendance et de courage moral. Et de fait, la « salaison » a commencé. M. Mussard, président du Département, leur a, comme avant-goût, collé sept jours d'arrêts militaires, alors qu'ils avaient été arrêtés pour purger 24 heures d'arrêts seulement, la dose habituellement donnée en temps normal, c'est-à-dire lorsque les défaillants ne donnent pas de raisons morales et intelligentes de leur abstention. On reconnaît bien là la *loyauté* de nos gouvernants, qu'ils soient aristocrates, comme le titulaire actuel du département, ou radicaux comme ses prédécesseurs. Nous avons eu l'occasion de lire une lettre de M. Mussard au patron de l'un des deux réfractaires, qui nous montre dans tout son épanouissement la mentalité de nos gouvernants. Il lui recommande d'user de son influence pour amener le jeune homme à remplir ses obligations militaires. On sait ce que veut dire pareille recommandation. M. Mussard pense sans doute que l'influence économique du patron sera plus convaincante encore que l'influence du gouvernant. Ce n'est pas précisément un aveu d'impotence mais plutôt le rappel que les intérêts bourgeois sont étroitement liés à ceux de l'Etat et que les intéressés doivent se prêter un mutuel appui.

Réellement, la puissance de la bourgeoisie est bien superficielle pour que le refus d'accepter les « obligations militaires » formulé par deux jeunes hommes, conscients de leur véritable devoir, puisse aboutir d'emblée à une telle constatation.

Arrêtés derechef, les réfractaires subissent en ce moment une nouvelle détention de cinq jours en attendant mieux. Si, après cela, leur dégoût n'est pas complet pour toute imposition militaire la faute n'en sera pas imputable à la bureaucratie que dirige M. Mussard. G. H.

Meeting du 28 septembre. — Organisé par le groupe anti-militariste et celui du Réveil anarchiste, ce meeting avait attiré une foule compacte. L'ordre du jour portait: *L'Armée contre les grèves, la grève générale en Italie, les victimes politiques, la propagande anti-militariste*. Nous publions d'autre part le discours d'entrée du camarade G. Herzog. Puis le camarade Bertoni nous montre les causes de la grève générale en Italie, les victimes nombreuses, les gnet-apens dressés contre les travailleurs par le ministère « libéral » Giolitti. La dernière fusillade des travailleurs fit déborder la coupe et la grève générale fut déclarée par les ouvriers eux-mêmes, en dehors des comités politiques toujours anxieux de voir leur échapper la direction d'un mouvement pouvant nuire à leur stratégie électorale. Parlant ensuite des victimes politiques, il déplore la tendance populaire à s'occuper beaucoup plus des bourgeois, victimes de leurs opinions, que des travailleurs. Toute une agitation fut faite par les ouvriers pour faire sortir de prison, des députés, des avocats, des gens auxquels tout le monde se fut intéressé. Ils n'étaient pas les seules victimes de 1898, beaucoup de travailleurs encombraient les prisons dans de plus mauvaises conditions que ces Messieurs, mais personne ne s'occupa d'eux. Beaucoup y sont encore, condamnés à des peines énormes pour des délits qualifiés du droit commun par un ministre menteur, mais absous par le droit primordial de l'individu de ne pas se laisser mourir de faim lui et les siens. Le peuple a tellement pris l'habitude de sa souffrance qu'il s'apitoie non pas sur son propre sort mais sur celui des bourgeois, chaque fois qu'il leur arrive le plus banal accident. Il s'agit de faire pour les travailleurs, détenus dans les prisons et les bagnes, la même agitation qui fut faite dans le passé et qui aboutit à la libération des dirigeants du socialisme. Il recommande à tous une ample propagande pour forcer l'attention et créer une agitation nécessaire, afin que ces malheureuses victimes de l'ordre bourgeois soient enfin arrachées à la prison et au bague.

Plusieurs orateurs prennent ensuite la parole pour recommander l'œuvre anti-militariste étroitement liée à la propagande socialiste.

Général électorale. — A la veille des élections ces messieurs les Conseillers d'Etat s'amusaient à faire quelques bonnes farces à leurs adversaires politiques en introduisant, dans le champ bureaucratique de leur activité, quelques petites réformes ou en prenant quelques mesures intérieures qui ont le mérite de faire croire aux gobeurs qu'une sérieuse transformation s'opère dans les procédés de l'administration. Le progrès n'est plus un vain mot. Quelquefois même ils peuvent, par ce petit moyen couper le meilleur effet sur lequel comptait l'adversaire pour en appeler aux chers électeurs. A la veille des élections M. Thiébaud, pour montrer son beau zèle envers la classe ouvrière, ne manquait jamais d'envoyer aux industriels, des paquets de circulaires pour leur rappeler les diverses ordonnances de la loi sur les fabriques.

M. Odier vient de faire mieux encore. Il a soumis au Conseil d'Etat un projet de loi — qui a reçu son approbation — et qui modifie plusieurs dispositions de la loi sur les étrangers. Les bons journaux s'écrient: « l'ancien régime, arbitraire, a vécu ». Vous pensez sans doute qu'un pareil lyrisme s'applique à une réforme sérieuse. Erreur! Il s'agit tout simplement d'empêcher les

socialistes de se servir de la question des expulsions pour leur propagande électorale, ou tout au moins d'en diminuer la portée.

Au lieu du seul chef du département de la police examinant chaque dossier et donnant raison toujours à ses subordonnés et à leurs procès-verbaux, nous aurons une commission devant laquelle le *recourant* sera entendu. La plaisanterie est d'un goût douteux. Il faut ne pas connaître l'esprit de nos dirigeants pour croire qu'il en sera autrement que par le passé et que le résultat définitif en sera changé. Les policiers sauront toujours raison et peu à peu la commission — ce rouage nouveau — sera ramenée à sa plus simple expression, dans la personne de M. Odier.

Le même bonhomme a prescrit au service médical des hôpitaux de lui signaler tous les empoisonnements saturniens à sa connaissance pour pouvoir faire un rapport sur la question du blanc de céruse. Le chef de clinique n'aura pas de peine à lui fournir un ample dossier des victimes du travail dans le domaine de la peinture. Les faits divers nous en font connaître journellement de nouvelles. M. Odier a donc changé d'opinion, lui qui affirmait avec un bel aplomb, lors de la discussion des assurances, que jamais le travail n'avait causé des maladies à qui exerçait un métier. Il a mis du temps pour comprendre le contraire, notre intelligent directeur de la police. Que ne retourne-t-il à l'école complémentaire pour parfaire son instruction?

Rectification. — Dans l'article *Distinguo* il s'est glissé une erreur que nos lecteurs, au courant des institutions ouvrières, auront rectifiée d'eux-mêmes. Les secrétaires ouvriers sont nommés par l'*Arbeiterbund*, comprenant toute association économique ouvrière ou patronale, quel que soit son caractère et ses tendances, et non pas par l'*Gewerkschaftsbund* comme nous l'avions écrit. Ces nominations doivent être approuvées par le Conseil fédéral. G. H.

COMPTES DE LA GRÈVE

Syndicats : Sculpteurs et mouleurs 9. — Divers : Baldi, 5; M ^e B. et M ^{lle} A., 3; M. B., 0.50; W. B., 0.15; Schambion, cotis. suppl., 3; par Bertoni : Collecte conférence Bellinzona, 17.05; conférence Chiasso, 14.15; Lichtermann, 2. Total 44.85	
Total	Fr. 53.85
Solde en caisse au 22 septembre	» —.85
	Fr. 54.70
Notes payées	» 50.—
En caisse au 6 octobre	Fr. 4.70
Dettes au 22 septembre	Fr. 4210.85
Notes payées	» 50.—
Notes à payer au 6 octobre	Fr. 4160.85

SANS GOUVERNEMENT

— Mais, dit-on ordinairement, qu'arrivera-t-il s'il n'y a pas de gouvernement?

— Il n'arrivera rien; il arrivera seulement que ce qui est déjà depuis longtemps inutile et, par conséquent, superflu et mauvais, sera aboli; cet organe qui, devenu inutile, est devenu nuisible, sera aboli.

— Mais, dit-on ordinairement, s'il n'y a pas de gouvernement, les hommes vont se violenter et s'entretenir les uns les autres.

— Pourquoi? Pourquoi l'abolition de cette organisation qui a surgi par suite de violences et qui fut transmise par tradition d'une génération à l'autre pour opérer des violences, — pourquoi l'abolition d'une telle organisation tombée en désuétude amènera-t-elle les hommes à s'entretenir et à se violenter les uns les autres? Il paraîtrait, au contraire, que l'abolition de l'organe de violence fera ceci que les hommes cesseront de se violenter et de se tuer les uns les autres.

Actuellement, il y a des hommes qu'on élève et qu'on prépare spécialement pour tuer et violenter les autres hommes — des hommes auxquels on reconnaît le droit de faire violence et qui profitent de l'organisation qui est établie dans ce but; et de pareilles violences et de pareils meurtres passent pour des actes bons et vaillants. Mais alors on n'élèvera plus les hommes dans ce but, personne n'aura le droit de faire violence aux autres, l'organisation de la violence n'existera plus et — comme cela est naturel aux hommes de notre temps, — la violence et le meurtre seront toujours et par tous considérés comme un acte inique.

Et lors même qu'il se commettrait des violences même après la suppression des gouvernements, il est évident qu'elles seront moindres que celles qui se commettent maintenant, alors qu'il y a des organisations établies spécialement pour opérer des violences, et qu'il y a des situations où les violences et les meurtres comptent pour un acte bon et utile.

L'abolition des gouvernements ne fera qu'abolir l'organisation de violence traditionnelle et inutile et sa justification. Léon Tolstoy.

Jean RICHEPIN

DER EWIGE JUDE

Aus dem Französischen von ODOAKER.

Preis : 10 Rappen.

1. **Guerre-Militarisme**, avec préface de Jean GRAVE, vol. in-8°, XVI-408 p. 1 fr. 50
2. **Patriotisme-Colonisation**, avec préface d'Elisée RECLUS, vol. in-8°, de VIII-442 pages. 1 fr. 50